

Coût de la vie

canadien qu'on a escroqué de façon injustifiable jusqu'à la limite qu'il est possible d'atteindre à l'heure actuelle?

Il est possible de contrôler les bénéfiques, de contrôler les prix et ainsi d'alléger le fardeau que doit porter le consommateur canadien ordinaire. C'est pourquoi, lorsque le gouvernement nous déclare qu'il essaiera peut-être dans l'avenir d'obtenir certains pouvoirs en ce qui a trait à la Commission de révision des prix, cela ne nous suffit pas. Le gouvernement devrait envisager une telle mesure dans un court délai. On ne peut excuser l'inaction dans les secteurs qui peuvent être profitables à tous les Canadiens.

● (1720)

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, le premier ministre (M. Trudeau) a tenu ses promesses et a tenu parole. En octobre dernier, à Shawinigan Falls, il déclarait qu'il allait distribuer au peuple canadien des «nanans». Or, les «nanans» viennent tout juste d'être distribués cet après-midi.

Monsieur l'Orateur, la raison pour laquelle nous avons été convoqués, c'était pour régler la grève du rail. Et ce règlement constitue, à mon sens, le prétexte de la prochaine grève qui se déclencherait dans deux ans ou 28 mois. Cela n'a rien réglé, ni ne réglera rien. Cela se traduira par des augmentations du tarif-marchandises, du prix des billets des voyageurs et de nouvelles augmentations de prix à travers le Canada, au moment même où le premier ministre fait des déclarations sur les bonnes intentions du gouvernement d'aider le consommateur et le producteur canadiens, de favoriser l'emploi, de favoriser la formation des gens à des fonctions autres que celles qu'ils occupent dans le moment.

Monsieur l'Orateur, le premier ministre a parlé pendant une demi-heure, mais il a oublié de s'attaquer à la racine du mal, soit la raison pour laquelle nous faisons face à la situation présente, c'est-à-dire le système financier et ses inconvénients. Aucun ne veut parler du système de l'argent-dette, qui commande des taux d'intérêt exorbitants.

Au fait, on en est rendu à payer, pour la construction d'une maison, un intérêt de 12 ou 12½ p. 100. Ce matin, par exemple, la Banque Provinciale du Canada demandait à un emprunteur 12½ p. 100 pour un prêt de 25 ou 30 ans, destiné à l'achat d'une maison. Or, dans 30 ans, la maison en question coûtera \$45,200, alors qu'elle ne coûte que \$20,000. Mais le premier ministre n'a pas parlé de cela. Cette maison fera plus que doubler de prix, mais on n'en parle pas. On ne dit pas que les taux d'intérêt ont doublé depuis 10 ans. Dès que nous parlons de la question monétaire, tout de suite on entend des braillards dire: Ah! ah! Prenons-nous-en plutôt à nos gens, taxons ceux qui possèdent pour en donner à ceux qui ne possèdent pas.

Monsieur l'Orateur, nous acceptons la réduction de 5c. du prix d'une pinte de lait, nous approuvons un prix plus abordable pour le pain, mais ce qui me fait rire, c'est qu'on appelle cela des subventions aux consommateurs.

Il y a exactement 30 ans que mes collègues du Crédit social et moi-même suggérons des subventions à la consommation. Le gouvernement commence à le réaliser. L'opposition commence à le réaliser, et même le Nouveau parti démocratique commence à croire qu'on doit regarder du côté des consommateurs, pour les protéger.

Monsieur l'Orateur, nous approuvons aussi les augmentations de pensions, d'allocations. Nous approuvons les bonnes intentions du gouvernement, mais nous croyons qu'il faut en même temps augmenter les pensions de sécu-

[M. Lewis.]

rité de la vieillesse, les allocations familiales. Nous croyons que les assistés sociaux méritent également des ajustements de leurs revenus pour augmenter leur pouvoir d'achat.

Monsieur l'Orateur, les créditistes ont fait rire d'eux dans le passé, mais on entend aujourd'hui ceux qui présentent des solutions. J'entendais le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) dire tantôt que tout ce que le gouvernement fait n'est pas bon. Mais s'il était là, il ne ferait pas mieux.

Toutefois, il blâme le gouvernement de ne pas geler les prix et les salaires, mesures qui ont été tentées, et qui le sont d'ailleurs encore aux États-Unis, mais qui ont abouti à un fiasco complet. Cela a créé le marché noir et a découragé les producteurs à un tel point qu'ils ont réduit leur production, et le problème est pire aujourd'hui qu'auparavant. C'est ce que les conservateurs progressistes voudraient imposer au Canada. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas une solution.

Quant au Nouveau parti démocratique, il était jadis en faveur du contrôle des prix, mais pas des salaires. Cela ne pouvait pas s'équilibrer. Aujourd'hui, les néo-démocrates sont d'avis qu'on ne doit pas imposer le contrôle des prix et des salaires. Cependant, descendre les grosses corporations, voilà leur remède à l'inflation.

Monsieur l'Orateur, il est vrai que les profits de Chrysler Corporation Ltd., de Ford Motors (Canada) Ltd. et de Noranda Mines Limited ont augmenté. C'est un fait. Mais le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) doit savoir que le président de la Noranda Mines Limited n'empile pas les profits dans sa chambre à coucher. Il doit savoir, par exemple, que la Noranda Mines Limited dépense cette année 32 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle usine destinée à traiter le minerai. Toutes les compagnies à profit...

● (1720)

[Traduction]

Une voix: Et les profits de la Ford?

M. Caouette (Témiscamingue): Vous pouvez choisir n'importe quelle compagnie. Elles n'entassent pas leur argent sous leur matelas. Elles le dépensent à développer l'économie du Canada, mais les députés d'en face ne comprennent pas cela.

[Français]

Monsieur l'Orateur, on a tort de s'en prendre à ceux qui créent des emplois parce qu'ils font des profits, à ceux qui donnent de l'expansion à l'économie canadienne. Le chef du Nouveau parti démocratique ne veut pas de contrôle, mais il voudrait nationaliser. C'est une autre façon de contrôler: nationaliser pour que le gouvernement ait le nez fourré partout, exactement comme à Cuba et dans d'autres pays socialistes où la liberté d'entreprise est disparue, où le gouvernement fait la pluie et le beau temps.

Monsieur l'Orateur, ce ne sont pas là des solutions, et le gouvernement, aujourd'hui, est un peu en retard avec les solutions qu'il apporte. A un certain moment, on payait des producteurs de l'Ouest pour ne pas produire de blé; on punissait des producteurs laitiers du Québec et de l'Ontario parce qu'ils dépassaient leurs quotas. On fixait des quotas à la production, et aujourd'hui on craint une pénurie de produits. Monsieur l'Orateur, c'est le gouvernement qui est responsable de cela. Si l'on avait encouragé la production quant c'était le temps, nous aurions été de meilleurs concurrents sur le marché mondial, et nous n'aurions pas à attendre les décisions des États-Unis pour déterminer notre production.